Nations Unies A/60/681/Add.1

Assemblée générale

Distr. générale
16 février 2006
Français
Original : anglais

Soixantième session
Point 136 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Additif

Le présent rapport contient des éléments qui complètent ceux qui sont donnés au chapitre II du document A/60/681.

06-24647 (F) 130306 140306

Table des matières

Page

II. Exécution du budget 4

A. Département des opérations de maintien de la paix 4

B. Cabinet du Secrétaire général. 36

C. Bureau de l'Ombudsman de l'ONU. 37

D. Bureau des services de contrôle interne 37

E. Bureau des affaires juridiques 39

F. Département de l'information 40

G. Département de la gestion 42

H. Département de la sûreté et de la sécurité. 58

Sigles

BRSAO	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
FMI	Fonds monétaire international
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
HCR	Haut Commissariat pour les réfugiés
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

II. Exécution du budget (*suite*)

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadre axé sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents ou des forces de police seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
32 rapports du Secrétaire général	66	64 rapports du Secrétaire général, 1 rapport sur la coopération entre les missions et 1 rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Le nombre de rapports a doublé en raison de l'augmentation du nombre d'opérations de maintien de la paix par rapport à celui prévu pour l'exercice considéré et de l'obligation d'établir des rapports mensuels sur la situation au Darfour
30 exposés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et aux organes délibérants	34	
55 exposés aux États Membres et à d'autres interlocuteurs au sujet du maintien de la paix 220 réunions avec les États Membres, les organisations régionales et les groupes d'amis/de contact	290	Exposés et réunions
150 exposés sur des questions liées au maintien de la paix lors de conférences, de séminaires et d'autres manifestations publiques	174	Exposés
6 publications dans la presse (articles, points de vue ou lettres)	5	
75 entretiens et réunions d'information avec les médias	50	Le nombre d'entretiens a été réduit en raison des déplacements du Secrétaire général adjoint

Appui administratif au Comité spécial des opérations de maintien de la paix	Oui	Notamment 1) établissement et distribution aux États Membres du rapport de 2005 du Secrétaire général; 2) élaboration d'une matrice de mise en œuvre des recommandations en matière de distribution; 3) organisation d'une session de 4 semaines et d'une session supplémentaire d'une semaine sur l'exploitation et les abus sexuels et appui à ces sessions; 4) fourniture de réponses aux demandes de renseignements formulées par des délégations, diffusion d'informations mises à jour sur les progrès réalisés dans les domaines prioritaires définis par les représentants ainsi que de comptes rendus des séances du Comité spécial des opérations de maintien de la paix; 5) appui au Président du Comité spécial, notamment sous la forme de notes d'intervention et de l'organisation des séances; 6) tenue régulière de réunions d'information officieuses à l'intention du Comité spécial

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront plus rapidement planifiées, déployées et lancées		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
40 réunions avec les pays susceptibles de fournir des contingents ou des éléments de police	25	
Négociation de 4 nouveaux mémorandums d'accord avec les États Membres concernant le niveau d'engagement du mécanisme de déploiement rapide du Système de forces et moyens en attente	2	
Réalisation d'une enquête/sondage sur la façon dont le maintien de la paix est perçu dans les pays qui fournissent des contingents ou des éléments de police	Non	L'enquête/sondage n'a pu être réalisée car les crédits demandés n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale
Application d'une méthode de planification intégrée pour les missions complexes	Non	L'examen interinstitutions mené actuellement par le Département des opérations de maintien de la paix

		devrait faire l'objet d'un rapport au Comité des politiques à la fin de 2005. Le processus révisé offre une approche plus structurée, permettant une meilleure intégration ainsi qu'une définition et une hiérarchisation beaucoup plus claires des responsabilités
3 études sur les enseignements tirés de l'expérience/rapports postintervention	6	Publication d'études et de documents d'analyse sur les enseignements tirés de l'expérience

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Élaboration et mise en oeuvre par le Département d'une politique et d'une stratégie de formation intégrées	Non	La stratégie de formation intégrée élaborée par le Groupe de la gestion du changement (Bureau du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix), le Service de la formation et de l'évaluation (Division militaire), la Section de la formation et du perfectionnement du personnel civil (Service de la gestion du personnel/Bureau de l'appui aux missions) et la Division de la police civile est devenue inutile en 2004/05 après que le Secrétaire général adjoint a décidé de regrouper les 3 éléments formation en un service unique. Un service intégré de formation a ensuite été créé, le 1er novembre 2005, au sein du Département des opérations de maintien de la paix, et la stratégie est actuellement réexaminée afin de tenir compte de la structure et des responsabilités du nouveau service
Tenue de la Conférence des chefs de mission en 2005	Oui	
Mise en oeuvre des améliorations identifiées dans le cadre de l'enquête sur l'appui aux missions de 2003	Oui	Il a été donné suite à l'ensemble des 30 recommandations formulées dans le cadre de l'enquête; 16 d'entre elles ont été mises en œuvre; les autres relèvent

		d'une approche à long terme et des mesures sont prises en vue de leur application
Séminaires ou ateliers sur divers thèmes avec le personnel des missions et les partenaires du maintien de la paix	Oui	Table ronde sur la gestion des connaissances à l'intention des opérations de maintien de la paix (New York) Atelier sur les pratiques optimales, à l'intention des officiers et des chargés de coordination (New York) Réunion annuelle des conseillers et des coordonnateurs pour les questions concernant les femmes (New York) Organisation et facilitation de réunions du Réseau de coordonnateurs pour les questions relatives à l'état de droit ayant fait appel à la participation de 11 départements et institutions, selon les besoins (généralement 1 fois par mois). Les réunions du Réseau ont permis, entre autres, de passer en revue les capacités et les ressources à l'échelle du système, d'élaborer un projet de rapport du Secrétaire général (non publié) et d'échanger des informations sur l'état de droit concernant les missions de maintien de la paix Réunion intensive d'une durée de 3 jours d'un groupe de travail du Réseau afin d'établir la version définitive du rapport de suivi du Secrétaire général sur l'état de droit et la justice en période de transition pendant ou après un conflit
Enquête de satisfaction auprès des pays fournissant des contingents ou des éléments de police sur les mécanismes de planification et d'appui du Département et les problèmes éventuels qui se posent à cet égard	Non	L'enquête n'a pu être réalisée au cours de l'exercice considéré en raison de l'expansion considérable des activités de maintien de la paix liées aux missions nouvelles ou élargies
Révision des politiques et procédures dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, de la parité hommes-femmes et de l'état de droit	Non	Les politiques, directives et procédures dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (également appelées « Normes intégrées de désarmement, démobilisation et

		réinsertion ») devraient être achevées à la mi-2006 et diffusées auprès des missions de maintien de la paix mandatées pour entreprendre des activités dans ce domaine Une directive sur le système pénitentiaire/correctionnel dans le cadre du maintien de la paix devrait être publiée/distribuée en janvier 2006 Un projet de cadre général concernant l'état de droit et les systèmes judiciaire et juridique devrait être élaboré en 2006 La déclaration de politique générale du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix sur la prise en compte systématique des questions concernant les femmes, qui s'inspire des mandats émanant du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, a été adoptée en mars 2005 Un plan d'action à l'échelle du Département sur la prise en compte systématique des questions concernant les femmes dans les activités de maintien de la paix a été élaboré à l'intention du personnel du Siège conformément à une demande formulée par le Conseil de sécurité. Les orientations recommandées à l'issue de ce processus devraient être adoptées par la direction du Département en mars 2006 et diffusées auprès des missions d'ici à mai 2006

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents ou des forces de police seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
31 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des questions de fond comportant de nombreux volets	65	64 rapports du Secrétaire général; 1 rapport sur la coopération entre missions. Le nombre de rapports a

		doublé en raison de l'augmentation de la fréquence de présentation des rapports prescrite par le Conseil de sécurité et de l'obligation nouvelle d'établir des rapports mensuels sur la situation au Darfour
Lettres du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité	57	
333 notes techniques à l'intention du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires pour préparer les communications au Conseil de sécurité	885	Notes techniques et points de discussion Augmentation du nombre de notes en raison de l'accroissement de la fréquence de présentation des rapports prescrite par le Conseil de sécurité de demandes portant sur des exposés supplémentaires et de l'ajout de points de discussion
34 consultations avec les pays qui fournissent des contingents sous la présidence du Département ou du Conseil de sécurité, avec l'appui du Département	22	Consultations avec les pays qui fournissent des contingents, sous la présidence du Département
27 exposés oraux au Conseil de sécurité sur les questions liées au maintien de la paix	23	Exposés oraux conformément aux demandes ou prescriptions du Conseil de sécurité
Information générale et conseils à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes divers sur des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Réponses aux recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, de la Cinquième Commission, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, du Comité des contributions, sur demande, ainsi qu'aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne, du Corps commun d'inspection et du Comité des commissaires aux comptes; et contribution aux exposés et rapports présentés à ces organes
Fourniture de conseils sur les questions relatives au maintien de la paix aux missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation, aux organismes des Nations Unies, aux institutions de Bretton Woods, aux	Oui	Des avis sur les opérations de maintien de la paix en cours et envisagées, l'exécution des mandats, l'intégration et les besoins opérationnels ont été fournis aux missions permanentes auprès de l'ONU, au Bureau de la

organismes internationaux et régionaux de gouvernance et de sécurité et aux ONG		coordination des affaires humanitaires, au PNUD, au HCR, à l'UNOPS, à l'UNICEF, au PAM, à la Banque mondiale, au FMI, à l'Union africaine, à la CEDEAO, à l'Union européenne, à l'OTAN, à l'OSCE, aux ONG et aux organes de presse

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront plus rapidement planifiées, déployées et lancées		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Définition de concepts d'opérations intégrés pour les missions nouvelles ou envisagées	1	MINUS
Actualisation des concepts d'opérations pour les missions en cours	3	MONUC (Division orientale/ élargissement); MINURSO; UNFICYP

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conseils et appui à 11 missions sur des questions opérationnelles	14	Nombre de missions. Notamment 2 403 télégrammes chiffrés officiels sur des questions de fond en vue de transmettre des conseils sur les orientations générales, des questions politiques et opérationnelles ou la gestion de crise; directives relatives aux opérations ou à des questions de procédure concernant l'exécution de fonctions officielles et les opérations des missions
Mise sur pied de 8 équipes spéciales ou groupes de travail coordonnés avec des partenaires internes ou externes pour des opérations de maintien de la paix complexes et multidimensionnelles	14	Groupes de travail intégrés hebdomadaires : MINUL, MONUC, ONUB, ONUCI, MINURSO; groupe de travail sur les bureaux intégrés et groupe de travail sur le tribunal spécial : MINUSIL; groupe restreint, équipe spéciale intégrée créée par le Département, groupe de la planification : MINUSTAH; groupe de travail coordonné : MINUEE; groupe

		de travail, équipe spéciale créée par le Département : MINUS; groupe sur la privatisation : MINUK
Le Centre de situation est ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine	Oui	
Publication par le Centre de situation de résumés quotidiens et de rapports spéciaux sur la situation dans les missions	251 161 231	Rapports quotidiens Rapports spéciaux, y compris des comptes rendus hebdomadaires et des évaluations de la situation générale et de la situation en matière de sécurité Avis de perte

c) Bureau de l'appui aux missions

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents ou des forces de police seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Plate-forme électronique pour l'établissement de modèles d'appui pouvant être reproduits à l'intention du Bureau de l'appui aux missions et pour l'élaboration d'instructions permanentes	Oui	Prototype achevé; la mise en place est prévue pour juin 2006
Profils d'emploi types, recueils des postes vacants, listes d'experts et fichiers de personnel susceptible de pourvoir les postes vacants dans les opérations de maintien de la paix	Oui	26 profils types d'emploi sur le terrain ont été approuvés par le Bureau de la gestion des ressources humaines. Le Département des opérations de maintien de la paix utilise les profils d'emploi types existants approuvés par le Bureau pour les postes d'administrateur et d'agent des services généraux sur le terrain Le recueil des postes vacants (qui ne visait que les candidatures internes) a été supprimé en juillet 2004; il a été décidé d'utiliser Galaxy pour afficher l'ensemble des postes vacants accessibles aux candidats internes et externes. 652 postes vacants ont été affichés sur Galaxy (429 pour les

		missions et 223 généraux). Des listes d'experts sont mises à jour pour 22 professions
Établissement d'une version révisée du manuel sur le matériel appartenant aux contingents	Non	Achevée en décembre 2005 Dans sa résolution 59/298, l'Assemblée générale a souscrit aux conclusions et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Groupe de travail de 2004 sur le matériel appartenant aux contingents. Le Groupe de travail s'est réuni en février/mars 2004 et une résolution était attendue pour juin ou décembre de la même année. La résolution n'ayant été adoptée qu'en juin 2005, la mise à jour et la traduction du manuel sur le matériel appartenant aux contingents ont dû être reportées. Le manuel a été mis en traduction et devrait être publié d'ici au 1er mai 2006
Il est donné suite dans un délai de six mois et 90 jours, respectivement, aux demandes d'indemnisation au titre du matériel appartenant aux contingents et en cas de décès et d'invalidité	Oui	915 demandes d'indemnisation au titre du matériel appartenant aux contingents et 84 demandes d'indemnisation en cas de décès et d'invalidité ont été certifiées
Organisation de réunions à l'intention des pays qui fournissent des contingents en ce qui concerne le soutien logistique et l'appui administratif	34	Réunions d'information à l'intention des pays qui fournissent des contingents en ce qui concerne le soutien logistique et l'appui administratif aux missions de maintien de la paix
Mise à disposition des pays qui fournissent des contingents de publications et de directives sur les questions de logistique	Oui	De la documentation sur les orientations et les instructions concernant le matériel appartenant aux contingents a été distribuée à 26 pays par l'intermédiaire des groupes de la vérification du matériel appartenant aux contingents des missions
Conférence du Partenariat pour la paix	Non	Ce produit est réexaminé suite à des conflits de priorités et à des mesures de restructuration dans le Département des opérations de maintien de la paix

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront plus rapidement planifiées, déployées et lancées		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Actualisation du fichier de personnel civil pouvant être déployé rapidement	Oui	Achevée
Ressources humaines, listes de vérification des moyens logistiques et financiers et lots d'équipement de départ des missions	Oui	Finances : notamment des listes de vérification pour la mise en place des volets finances, budget et gestion des fonds d'affectation spéciale, dans le cas des nouvelles missions de maintien de la paix; plans de déploiement et détermination des fonctions et postes clefs en vue de la mise en place des volets finances, budget et gestion des fonds d'affectation spéciale, dans le cas des nouvelles missions de maintien de la paix; instructions permanentes détaillées pour la réalisation d'une mission d'enquête technique menée par un fonctionnaire des finances afin d'évaluer les services bancaires locaux, la monnaie locale et les emplacements possibles de la section des finances de la mission, compte tenu de la nécessité d'assurer la sécurité physique des espèces, et afin d'examiner les questions relatives aux accords sur le statut de la mission avec les responsables gouvernementaux Ressources humaines : notamment formation de l'ensemble des administrateurs du personnel aux questions de recrutement et d'administration avant leur déploiement sur le terrain. En outre, tous les principes régissant la gestion des ressources humaines, qui s'inspirent des statut et règlements de l'ONU, sont régulièrement actualisés dans le manuel électronique des ressources humaines du Département des opérations de maintien de la paix, qui est accessible à toutes les missions

		Logistique : notamment plan du processus de mise en route des missions sous forme de procédure à suivre/liste de vérification En outre : mise en place de systèmes financiers dans les nouveaux bureaux extérieurs au Burundi, au Sénégal, au Soudan et au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et formation de 28 membres du personnel des missions à la budgétisation axée sur les résultats au moment de la mise en route
Validation des instructions permanentes concernant les pouvoirs préalables d'engagements de dépenses	Oui	Mise à jour des instructions permanentes relatives aux autorisations d'engagements de dépenses préalables au mandat
Organisation de 3 cours de formation de prédéploiement à l'intention du personnel figurant sur le fichier du personnel à déploiement rapide	Non	Le premier cours a été dispensé à la Base de soutien logistique à Brindisi; les 2 autres n'ont pas eu lieu compte tenu de l'efficacité limitée du fichier du personnel à déploiement rapide. Ce concept est actuellement réexaminé
Pleine participation du Bureau de l'appui aux missions aux visites de prédéploiement	Oui	25 visites de prédéploiement ont été réalisées par le personnel du Bureau de l'appui aux missions
Gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide de manière à pouvoir déployer rapidement une mission complexe	Oui	Les stocks stratégiques ont été utilisés efficacement lors du déploiement de la MINUS, de l'ONUB et de la MINUSTAH. En outre, du matériel provenant des stocks stratégiques a été fourni aux missions et entités suivantes : ONUCI, Commission d'enquête internationale indépendante, CESAO, FNUOD, MINURSO et BRSAO
Élaboration et mise en application de systèmes de rotation des stocks stratégiques pour déploiement rapide et des procédures administratives connexes	Non	Le projet de document sur les procédures administratives et les mesures à prendre en matière de rotation du matériel provenant des stocks stratégiques est actuellement examiné par la direction du Département des opérations de maintien de la paix. Il devrait être parachevé au plus tard en juin 2006

Modification des stocks stratégiques pour déploiement rapide compte tenu des enseignements tirés de l'expérience	Oui	Les articles de remplacement ont été achetés en tenant compte de l'évolution des besoins opérationnels
Formation de 90 officiers du soutien logistique chargés de réaliser des enquêtes techniques, des évaluations à l'intention des pays fournisseurs de contingents et des visites de prédéploiement	Non	La Division du soutien logistique n'a pas été en mesure d'entreprendre cette formation en raison d'une sollicitation excessive des ressources suite à l'expansion considérable des activités de maintien de la paix. Ce produit est réexaminé compte tenu des conflits de priorités et des mesures de restructuration menées par le Département des opérations de maintien de la paix

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conférence annuelle des chefs de l'administration	Oui	Une conférence des chefs de l'administration s'est tenue en mai 2005 à la Base de soutien logistique de Brindisi
Élaboration d'instructions permanentes sur la gestion des centres de coûts et des services comptables	Oui	Instructions permanentes sur la gestion des centres de coûts relatives à l'établissement et au suivi du budget et au rapport sur l'exécution du budget. En outre, des consignes relatives à l'élaboration des rapports sur l'exécution du budget et à la clôture des comptes ont été publiées en ce qui concerne les centres de coûts
Publication de directives sur la budgétisation axée sur les résultats	Oui	Directives mises à jour
Publication de directives sur les délégations de pouvoirs	Non	Logistique : le projet de manuel sur la gestion du matériel contient des directives sur les délégations de pouvoirs en la matière; il devrait être publié d'ici à décembre 2005 Personnel : des directives ont été communiquées aux missions concernant la mise en œuvre du Système intégré de gestion/Ressources humaines et l'administration des

		ressources humaines; elles figurent dans le Manuel des ressources humaines et ont été mises à jour régulièrement
Publication d'une version actualisée et révisée du manuel financier des opérations sur le terrain	Non	La version révisée du manuel devrait être publiée en novembre 2005
Élaboration de modèles de dotation en personnel des missions	Oui	Modèle de dotation en personnel des missions de taille moyenne
Actualisation du recueil des compétences du personnel	Oui	Le module recueil de compétences a été validé en vue du déploiement sur le terrain par le biais d'un projet pilote mené à la MINUSIL en décembre 2004. Le recueil de compétences actualisé sera mis en application, selon les besoins, aux premier et deuxième trimestres de 2006, dans toutes les missions; il visera certains groupes professionnels
Actualisation de la liste de vérification destinée au personnel avant déploiement	Oui	Mise au point d'un kit d'initiation à l'intention du personnel; conduite d'un cours d'initiation à la Base de Brindisi à l'intention des nouveaux membres du personnel déployés sur le terrain; conception et mise au point d'un kit de préparation à la mission regroupant des informations sur les points suivants : Le VIH/sida sur le lieu de travail (ONUSIDA); Bienvenue dans le système des Nations Unies (École des cadres des Nations Unies); Notions de base de sécurité sur le terrain (Département de la sûreté et de la sécurité); Préparation aux missions : se préparer au travail sur le terrain (Service de la gestion du personnel/Bureau de la gestion des ressources humaines); Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux (Service de la gestion du personnel); Gestion du stress (Service de la gestion du personnel). Ces documents devraient être distribués à l'ensemble du personnel déployé dans des opérations hors Siège (y compris aux Volontaires des Nations Unies) à partir du premier trimestre de 2006

Cadre de planification de la relève des missions reposant sur l'analyse des données figurant dans les recueils des compétences	Oui	Un cadre de planification a été mis au point; il peut désormais intégrer les données figurant dans les recueils de compétences et le fichier des mouvements de personnel. Ces composantes devraient être progressivement mises en application dans les missions au cours du premier trimestre de 2006
Application d'un programme de développement de l'apprentissage à trois niveaux à l'intention du personnel civil	Oui	La priorité a été accordée à l'élaboration d'une stratégie globale de formation du personnel civil, qui est actuellement intégrée dans une stratégie d'ensemble du Département des opérations de maintien de la paix s'adressant à toutes les catégories de personnel. Parallèlement, les activités de formation se sont concentrées sur la réponse à apporter aux besoins pressants et aux priorités de l'Organisation, notamment les cours d'initiation à l'intention des hauts responsables et des nouveaux membres du personnel à tous les niveaux, la formation en matière de gestion, la formation au PAS électronique et les formations spécialisées, y compris en matière de désarmement, démobilisation et réintégration, ainsi que la presse et l'information
Mise au point définitive des instructions permanentes financières relatives aux opérations sur le terrain	Non	Les instructions permanentes relatives aux opérations ont été incorporées dans la version révisée du Manuel financier des opérations sur le terrain, dont la publication est prévue pour novembre 2005
Conclusion de mémorandums d'accord et d'accords interorganisations avec les partenaires dans les opérations de maintien de la paix	74	Des mémorandums d'accord ont été négociés avec les pays qui fournissent des contingents
Élaboration d'un modèle de structure type intégrée des services d'appui fournis au personnel civil et militaire	Non	Un projet de document sur les services d'appui intégrés est dans l'attente d'une approbation définitive de la direction du Département des opérations de maintien de la paix

Publication de politiques et de procédures sur la fourniture de services de substitution	Non	La mise au point de politiques et de procédures sur la fourniture de services de substitution n'a pu être menée à bien en raison d'une sollicitation excessive des ressources suite à l'expansion considérable des activités de maintien de la paix Ce produit est réexaminé pour tenir compte des conflits de priorités et des mesures de restructuration menées par le Département des opérations de maintien de la paix
Élaboration d'un modèle de recrutement rapide	Oui	Tous les avis de vacance de poste sont désormais affichés sur Galaxy; toutes les procédures de recrutement/d'embauche sont effectuées au moyen de Nucleus. Les missions ont accès, par le biais de Nucleus, aux dossiers de tous les candidats possédant les compétences techniques recherchées
Élaboration d'un modèle permettant de pourvoir les postes vacants dans les domaines d'importance critique et dans les domaines fonctionnels spécialisés	Oui	Les activités de diffusion menées par le Service de la gestion du personnel afin de pourvoir des postes essentiels ou spécialisés comprennent désormais la publication d'annonces sur des sites Web spécialisés (comme Relief Web), qui fournissent un lien permettant aux intéressés d'accéder directement à Galaxy
Établissement d'un modèle de réduction des effectifs/de liquidation des missions, portant notamment sur l'affectation du personnel	Non	La version définitive de la politique de réduction des effectifs, issue de consultations avec les hauts responsables sur le terrain, est pratiquement achevée et sera incorporée dans la stratégie globale de gestion des ressources humaines, qui devrait être mise au point d'ici à décembre 2005. Les principes énoncés dans la politique de réduction des effectifs ont été appliqués à la MINUGUA, la MANUTO et la MINUSIL
Renforcement des dispositifs de sécurité sur le terrain	Oui	Afin de renforcer les dispositifs de sécurité des missions, le Département des opérations de maintien de la paix a acquis, pour leur compte, du matériel

		de sécurité pour un montant de 3,6 millions de dollars Le Département des opérations de maintien de la paix a passé en revue et actualisé les spécifications techniques de plus de 55 articles et biens en vue de leur achat direct par les missions En coordination avec le Département de la sûreté et de la sécurité, le Département des opérations de maintien de la paix a réalisé une étude sur le matériel de sécurité provenant des stocks stratégiques pour déploiement rapide et a engagé une procédure en vue de conclure un contrat-cadre de 3 ans portant sur le matériel de sûreté et de sécurité (d'un montant de 5 millions de dollars)
Fourniture d'un appui aux missions pour leur permettre de gérer efficacement les systèmes de matériel appartenant aux contingents et les biens de l'ONU	Oui	4 directives sur le matériel appartenant aux Nations Unies et 26 directives sur les mesures à prendre et la procédure à suivre concernant le matériel appartenant aux contingents ont été diffusées auprès des missions
Examen à l'échelle mondiale des pratiques et procédures applicables aux opérations de déploiement, de relève et de rapatriement des contingents et aux mouvements de matériel appartenant aux contingents	Non	L'examen à l'échelle mondiale des pratiques et procédures applicables aux opérations de déploiement, de relève et de rapatriement des contingents et aux mouvements de matériel appartenant aux contingents n'a pu être entrepris en raison de la sollicitation excessive des ressources suite à l'expansion considérable des activités de maintien de la paix Ce produit est réexaminé pour tenir compte des conflits de priorités et des mesures de restructuration menées par le Département des opérations de maintien de la paix
Plan médical mondial d'appui aux missions	Oui	Orientations et mesures stratégiques, et cadres logistiques à l'appui de 4 hôpitaux de niveau III, 17 hôpitaux de niveau II et 170 antennes médicales de niveau I assurant plus de 700 000 consultations par an

Systèmes mondiaux de gestion du parc automobile et de gestion des pièces de rechange des véhicules	Oui	Notamment une conférence sur les pièces de rechange à laquelle ont participé des représentants de missions africaines, qui a donné lieu à la formulation de plusieurs recommandations visant à améliorer la gestion du parc automobile sur le terrain. Les besoins des utilisateurs du système de gestion du parc automobile ont été actualisés en vue de la mise en place d'un système standard permettant de remédier aux lacunes de Galileo
Fourniture d'un appui aux missions pour leur permettre de planifier, gérer et superviser la configuration et l'utilisation des moyens aériens	Oui	Les services suivants ont été fournis aux missions : • Livraison d'aéronefs • Certification de factures • Spécifications des aéronefs, étude technique et sélection des aéronefs, services d'aérodrome et infrastructures • Gestion des marchés concernant les aéronefs, notamment les présentations au Comité des marchés du Siège • Orientations concernant le respect des normes aéronautiques afin de veiller à ce que les missions se conforment aux normes établies par le Département des opérations de maintien de la paix, l'OACI et l'Autorité de l'aviation civile • Mise au point d'un concept d'utilisation de la flotte à l'échelle régionale et mondiale • Vérification des qualifications techniques des candidats susceptibles de pourvoir des postes propres aux opérations aériennes dans les missions • Directives relatives au recrutement du personnel • Tableaux et listes des effectifs des missions • Formation du personnel des opérations aériennes

Publication de politiques et de procédures sur les pratiques logistiques et opérationnelles optimales à l'intention des missions sur le terrain	Non	Ce produit est réexaminé compte tenu des conflits de priorités et des mesures de restructuration menées par le Département des opérations de maintien de la paix
Examens annuels de l'exécution par les entrepreneurs des contrats de livraison de biens et de services	Oui	248 rapports d'évaluation des prestataires de services aériens 209 rapports d'évaluation d'autres fournisseurs du Département des opérations de maintien de la paix 254 rapports annuels d'évaluation des services des achats (opérations aériennes : 93; transports : 161)
Actualisation du plan d'application des moyens informatiques pour assurer la continuité des activités et la gestion des systèmes mondiaux	Oui	Une infrastructure a été mise en place pour le transfert et le stockage de données d'importance critique pour les missions à l'intention de l'ensemble des missions sur le terrain, ainsi que du Département des opérations de maintien de la paix au Siège et de la Base de soutien logistique de Brindisi. Ces données critiques sont sauvegardées quotidiennement à la Base.
Élaboration de plans d'urgence de soutien logistique pour 2 nouvelles missions de maintien de la paix	Oui	Planification et lancement de la MINUS et élargissement de l'ONUCI et de la MONUC
Certification et traitement de 140 lettres d'attribution	225	32 lettres d'attribution certifiées et traitées : 8 concernant l'approvisionnement, 21 le transport aérien et 3 le soutien médical 193 demandes de remboursement au titre de lettres d'attribution certifiées
Établissement et administration de 180 contrats-cadres	228	79 contrats d'aviation de durée variable 49 contrats-cadres de durée variable pour l'approvisionnement administrés 4 contrats concernant la fourniture de systèmes d'information géographique; les images satellite haute résolution, les images satellite de résolution moyenne, et un logiciel pour les systèmes d'information géographique (en cours d'établissement)

		42 contrats-cadres de durée variable concernant les transports de surface 29 contrats-cadres de durée variable dans le domaine de l'ingénierie 1 contrat-cadre de durée variable pour le soutien médical 24 contrats-cadres concernant les services de communication et d'information établis et administrés
Organisation et gestion de 120 mouvements de matériel appartenant aux contingents	Oui	Organisation et gestion de 14 contrats pour des opérations de transport aérien et 10 contrats pour des opérations de transport maritime

d) Division militaire

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Échanges quotidiens avec des représentants des États Membres	Oui	Séances d'information visant à renforcer et à améliorer la participation aux opérations de maintien de la paix, sous la forme de réunions individuelles mais aussi dans le cadre d'un dialogue avec l'ensemble des conseillers militaires et du personnel de police Contact en vue de coordonner les visites d'inspection effectuées par les délégations militaires auprès de l'ensemble des missions. La coordination a porté sur un total de 833 demandes Échange sur les avis de décès et les lettres de condoléances Échanges de vues sur la suite à donner aux rapports des commissions d'enquête et des équipes d'enquêteurs Réunions sur la formation

Tenue de 40 séances d'information formelles et informelles à l'intention des pays fournissant des contingents	25	Produit inférieur aux prévisions car de nombreuses questions ont été abordées au cours des échanges quotidiens avec les conseillers militaires des missions permanentes. En outre, lorsqu'il a fallu traiter des questions particulières, comme les questions médicales, des réunions uniques ont été organisées à l'intention de l'ensemble des pays fournissant des contingents. Le Département des opérations de maintien de la paix a fait l'objet d'une intégration renforcée et les différents services du Département concernés par une même question ont simultanément pris contact avec les pays fournissant des contingents.
Normalisation des processus, procédures et interfaces de matériel en liaison avec les entités régionales et autres partenaires, dans le système des Nations Unies et en dehors	Oui	Fourniture, notamment, de services consultatifs, en collaboration avec l'Union africaine, en vue de simplifier les formalités
Conseils en matière de planification militaire lors des pourparlers de paix	Oui	Participation aux négociations liées à l'accord de cessez-le-feu au Soudan et aide à la vérification du retrait des soldats syriens du Liban, entre autres activités
Élaboration de concepts d'opérations militaires	7	Nombre de concepts d'opérations élaborés, dans le cas de la MINUS, ou révisés, dans le cas de la mission de l'Union africaine au Darfour, de l'ONUCI, de la MINUEE, de la MINUL, de la MINUSIL et de la MONUC
Déploiement de 2 équipes de planification, de liaison et de conseil à 3 reprises auprès de pays fournissant des contingents	Non	Cette initiative devait s'inscrire dans le cadre de l'inspection préalable au déploiement
Organisation de 15 séminaires sur l'utilisation de la puissance militaire dans les opérations de maintien de la paix, réunissant des organisations régionales, des centres d'élaboration des politiques et des centres de réflexion	15	Nombre de séminaires organisés, notamment à l'invitation du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne, de l'École militaire de l'OTAN, de l'Association internationale des centres de formation au maintien de la paix, de l'Union

		africaine et du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix ainsi que de l'École d'officiers de la marine des États-Unis et de l'École des forces canadiennes
Conseils aux partenaires du maintien de la paix en Afrique	Oui	Participation au projet RECAMP (projet de renforcement des capacités africaines de maintien de la paix exécuté conjointement par la France et l'Union africaine) à Cotonou et Accra, fourniture de conseils à la CEDEAO en matière de préparation de la transition; conseils à l'Union africaine pour la planification de son action au Darfour (évaluation préliminaire, élaboration de concepts d'opérations, cartographie, liaison avec les donateurs internationaux) et le désarmement forcé des Forces démocratiques de libération du Rwanda en République démocratique du Congo, entre autres initiatives
Publication de quatre documents d'orientation (commandement et contrôle, directives relatives à l'élaboration des règles d'engagement et de comportement, utilisation des technologies et recours à des entreprises ou à des civils pour renforcer les aspects militaires des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, manuel sur l'utilisation des capacités militaires à l'appui des objectifs de l'ONU)	Non	Ces documents ont été incorporés aux directives globales intégrées du Département des opérations de maintien de la paix, établies par le Groupe des pratiques optimales de maintien de la paix en coordination avec l'ensemble des services du Département

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront planifiées, déployées et lancées plus rapidement		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
50 séances d'information sur le Système de forces et moyens en attente et sur le fichier du personnel à disposition à l'intention des pays qui fournissent actuellement des contingents ou qui pourraient en fournir à l'avenir	142	Nombre de séances d'information ciblées tenues en vue d'accroître l'effectif de pays fournissant des contingents et le niveau de participation de ces pays

5 inspections préalables à un déploiement et évaluation des besoins de formation des pays fournissant des contingents	5	Nombre de pays fournissant des contingents visités dans le cadre de la tournée d'inspection préalable au déploiement
Production du Manuel à l'usage des pays apportant une contribution militaire; révision des tableaux d'effectifs et dotations; instructions permanentes pour le transfert d'éléments militaires d'une mission de l'ONU à la composante militaire d'une mission non placée sous le commandement de l'ONU, et inversement	Non	Compte tenu des faits nouveaux qui se sont produits sur le terrain en matière de maintien de la paix (opérations menées par la MONUC dans l'est de la République démocratique du Congo, exploitation et violence sexuelles présumées à la MONUC), il a fallu redéfinir les priorités quant à l'utilisation des ressources et allouer celles-ci à d'autres activités. Certains éléments du Manuel à l'usage des pays apportant une contribution militaire seront publiés en tant que directives, instructions permanentes et note d'orientation. Ils font désormais partie des directives globales intégrées du Département des opérations de maintien de la paix. Les instructions permanentes pour le transfert d'éléments militaires d'une mission de l'ONU à la composante militaire d'une mission non placée sous le commandement de l'ONU, et inversement, ont fait l'objet d'une ébauche et sont en train d'être débattues avec l'Union européenne
5 stages de formation ou exercices dans le domaine du maintien de la paix en vue de renforcer la capacité de déploiement rapide des pays qui fournissent des contingents	3	Nombre de pays fournissant des contingents qui ont bénéficié d'une formation, laquelle a été dispensée à 163 participants au total

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et efficiente		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Poursuite de la gestion et de l'administration des déploiements, de la relève et du rapatriement d'individus et de contingents	Oui	Déploiement ou relève, à titre individuel, de 2 180 observateurs militaires des Nations Unies et 1 068 officiers d'état-major et soldats

Évaluation de la composante militaire et de la composante Police civile de 4 missions de maintien de la paix	4	MINUL, MINUSTAH, FINUL et ONUCI
Sessions d'initiation avant le déploiement et de séances d'information à l'issue des affectations à l'intention des officiers (8 officiers prévus)	23	
Fourniture d'avis et de conseils aux chefs de la composante militaire des missions au moyen de visites de liaison auprès de l'ensemble des missions (12) et d'une conférence annuelle	Oui	Un conseiller militaire ou son haut représentant s'est rendu dans les missions ou opérations suivantes : ONUCI, MINUL, MINUSIL, MINUSTAH, ONUB, MONUC, MINUS et MINUEE Participation à la Conférence des commandants des forces d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'amélioration de la coopération entre les missions Fourniture d'une aide à l'ONUCI en ce qui concerne la réévaluation du processus électoral Constitution de l'équipe chargée de faire un audit militaire de la MINURSO Organisation de la Conférence annuelle des chefs des composantes militaires Organisation d'une conférence spéciale à l'intention de la FNUOD, de l'ONUST et de la FINUL
Mise au point des niveaux II et III des modules de formation génériques normalisés dans le cadre de séminaires régionaux	Oui	Les niveaux II et III ont été mis au point La mise au point du niveau III a nécessité l'organisation d'ateliers dans 4 États Membres, la participation de 2 missions de maintien de la paix et la mise en place d'un module pilote dans 1 État Membre La mise au point du niveau II a nécessité l'organisation d'ateliers dans 7 États Membres
Production, traduction et distribution du niveau I des modules de formation génériques normalisés	Non	La couverture a été mise en page et les bons à tirer en ont été remis à l'OIT. Le document a été traduit dans les langues officielles de l'ONU. Son impression doit s'achever en février 2006

Rapport sur les enseignements à tirer du fonctionnement des cellules de formation qui ont été mises en place dans les missions	Oui	La Division a instauré un système en vertu duquel des rapports trimestriels sont soumis par les cellules de formation des missions et une synthèse des enseignements à tirer est soumise aux responsables pour qu'ils formulent des recommandations
Création de 3 nouvelles cellules de formation dans les nouvelles missions de maintien de la paix	4	MINUSTAH, ONUST/FNUOD, FINUL et MINUS
Publication de manuels de formation au maintien de la paix (production d'un nouveau manuel, révision de deux manuels, traduction d'un manuel dans toutes les langues officielles de l'ONU et nouveau tirage et distribution de 28 autres manuels, selon les besoins)	Oui	Élaboration du Manuel de la police civile des Nations Unies et remise des bons à tirer Traduction dans toutes les langues officielles du document intitulé « Selection Standards and Training Guidelines for United Nations Military Observers » (Critères de sélection et directives de formation applicables aux observateurs militaires des Nations Unies) et remise des bons à tirer Révision du Manuel de formation au maintien de la paix, du Code de conduite et du document intitulé « Nous, soldats de la paix » L'ensemble des 28 publications du Service de la formation et de l'évaluation ont été distribuées en fonction des besoins
6 stages de formation ou séminaires sur les aspects militaires du maintien de la paix à l'intention des pays fournissant des contingents	5	Nombre de stages de formation ou séminaires relatifs au maintien de la paix organisés dans 4 États Membres et au sein du groupe des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police, à New York, à l'intention de 287 participants au total
3 stages de formation ou séminaires ciblés à l'intention des pays fournissant du personnel de police civile	4	Nombre de séminaires organisés dans 3 États Membres à l'intention de 88 hauts fonctionnaires de la police des Nations Unies Organisation au Sénégal d'un stage à l'intention de 26 policiers par l'équipe régionale de spécialistes UNTAT

		2 États Membres ont tenu leurs propres séances de formation, auxquelles le Service de la formation et de l'évaluation a envoyé des animateurs
5 missions de validation des cycles de formation dans des centres de formation au maintien de la paix et exposés lors de 5 conférences sur le maintien de la paix	6 8	Nombre d'États Membres qui ont fait l'objet d'une mission de validation des cycles de formation Nombre d'animateurs ou de conférenciers envoyés à des conférences sur le maintien de la paix tenues dans 7 États Membres et au sein de la MONUC
Participation à des stages de formation au maintien de la paix de 30 stagiaires venus de nouveaux pays apportant une contribution	77	Nombre de participants, en majorité venus de nouveaux pays apportant une contribution et de pays africains fournissant des contingents, qui ont été parrainés par le Département des opérations de maintien de la paix lorsque les cycles de formation ont été validés dans 8 États Membres par le Service de la formation et de l'évaluation de la Division militaire

e) Division de la police civile

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conseils aux États Membres et aux organes délibérants sur les politiques et les procédures à appliquer dans les domaines de la police et du système judiciaire et pénitentiaire	Oui	Élaboration de directives sur le déploiement individuel d'agents de police à l'intention de la MINUK, de la MINUL, de la MONUG, de la MINUSTAH, de l'ONUCI, de l'UNFICYP, de la MONUC, de la MINUS, de la MANUTO, de la MANUA et de la MINUSIL, et de directives sur le déploiement d'unités de police constituée à l'intention de la MINUSTAH et de la MINUL, ces directives ayant été communiquées à 80 États Membres

		Organisation de rencontres avec de hauts responsables politiques et fonctionnaires de police de 4 États Membres en vue de les conseiller sur la participation de leur pays aux opérations de maintien de la paix au sein de la police et des unités de police constituée Participation à la conférence de donateurs organisée en faveur d'Haïti, lors de laquelle des conseils ont été donnés sur les besoins dans les domaines de la police, du système pénitentiaire et des procédures judiciaires Tenue de 16 réunions de pays qui fournissent du personnel de police, portant sur la MINUK, la MINUL, la MONUG, la MINUSTAH (2 réunions), l'ONUCI, l'UNFICYP, la MONUC, la MINUS (2 réunions), la MANUTO (2 réunions), la MANUA, la MINUSIL, la MINURSO et l'ONUB Participation au séminaire organisé par Amnesty International sur l'aide offerte par la police des Nations Unies dans les sociétés sortant d'un conflit, séminaire auquel ont participé des États Membres et des ONG Fourniture à l'ensemble des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police, à deux reprises, d'informations sur la mission stratégique de l'ONU en matière de police et de recrutement Incitation des États Membres à proposer des candidatures féminines aux postes d'agent de police dans les missions
Réunions d'information trimestrielles à l'intention des États Membres sur les questions de police, les procédures judiciaires et le système pénitentiaire	15	Nombre de réunions d'information tenues à l'intention des États Membres sur les questions disciplinaires et le statut juridique de la police, les unités de police constituée, la demande émanant des pays francophones et le concept de force de police permanente

Distribution à tous les États Membres participant à la MINUL, à la MINUK, à la MONUC, à la MONUG et à l'UNFICYP d'une note d'orientation mise à jour	11	Nombre de notes d'orientation concernant les agents de la police des Nations Unies en poste à la MINUK, à la MINUL, à la MONUG, à la MINUSTAH, à l'ONUCI, à l'UNFICYP, à la MONUC, à la MINUS, à la MANUTO, à la MANUA et à la MINUSIL établies à l'intention des pays qui fournissent du personnel de police et distribuées à ces pays
Mise à jour des directives sur l'aide à la sélection du personnel et distribution de ces directives à tous les États Membres	Oui	Distribution à tous les États Membres des directives sur l'aide à la sélection du personnel et des vidéos de formation en français et en anglais
Organisation dans les pays fournissant du personnel de police civile de 25 missions d'aide à la sélection du personnel en vue de donner des conseils et d'apporter une aide en ce qui concerne la sélection des agents de police et leur formation avant le déploiement	31	Nombre de missions effectuées par les équipes d'aide à la sélection du personnel de police civile dans les pays qui fournissent des membres de ce personnel, l'évaluation ayant porté sur 6 450 policiers, dont 2 290 ont été reçus, soit 35,5 %
	27	Nombre de missions effectuées par les équipes spéciales d'aide à la police auprès d'unités de police constituée et des pays qui fournissent du personnel à l'unité K-9, l'évaluation ayant porté sur 2 775 agents de la police constituée
	9	Nombre de missions effectuées avant le déploiement pour évaluer le personnel des unités et inspecter le matériel appartenant aux contingents
Établissement à l'intention de 4 pays africains de rapports comportant des recommandations qui visent à renforcer les capacités multidimensionnelles de maintien de la paix de la police	Non	En raison de la multiplication des opérations de maintien de la paix, il a fallu redéfinir les priorités quant à l'utilisation des ressources et allouer celles-ci à d'autres activités. Les rapports devraient être achevés le 30 juin 2006

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront planifiées, déployées et lancées plus rapidement		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Nouveau guide de planification des missions portant à la fois sur les	Oui	Élaboration à l'intention de la police d'un guide de planification comportant

Questions de police, les procédures judiciaires et le système pénitentiaire et comportant une liste de points à vérifier		notamment une liste de points à vérifier en ce qui concerne les questions de police, les procédures judiciaires et le système pénitentiaire aux fins des activités de planification du Département des opérations de maintien de la paix
Rapport comportant une analyse des déploiements effectués auprès de la MINUL, ainsi que des recommandations destinées aux États Membres devant permettre d'améliorer le déploiement des agents de police	Oui	Les États Membres ont été informés des raisons pour lesquelles les agents de police ont été déployés rapidement (39 jours) auprès de la MINUL, et des recommandations ont été faites pour accélérer les déploiements futurs
Contacts avec des organisations régionales en vue de mettre au point des modèles pour une action commune en matière d'évaluation, de planification, de formation et de déploiement rapide	Oui	Contacts avec l'Union européenne au sujet de la création d'une unité de police intégrée au Darfour et au sein de la MONUC et de la MINUK Contacts avec l'Union africaine au sujet des questions de planification et de déploiement et des questions opérationnelles liées aux activités de maintien de la paix assurées par la police au Darfour Aide au renforcement des capacités du quartier général de l'Union africaine et à l'établissement par celle-ci d'instructions permanentes, de définitions d'emploi et de concepts d'opérations Participation à la Conférence européenne de l'Association internationale de chefs de police Participation à la Conférence des chefs de police du Pacifique Sud en vue de débattre des questions de participation aux opérations de maintien de la paix, de formation et de déploiement rapide Participation en collaboration avec le United States Institute of Peace et le Centre d'excellence pour la stabilité destiné aux unités de police à un atelier portant sur les unités de police constituée Collaboration avec l'Union européenne et ses États membres dans le domaine de la formation à l'état de droit

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et efficiente		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Élaboration de directives relatives à l'organisation d'entretiens téléphoniques axés sur les compétences en vue de la sélection d'agents de police et de membres du personnel pénitentiaire	Oui	
Organisation de sessions d'initiation avant le déploiement et de séances d'information à l'issue des affectations à l'intention de fonctionnaires de police et de responsables du système pénitentiaire (MINUK, MINUSIL, MONUC et MINUL)	7	Nombre de sessions d'initiation organisées (MONUC, MINUK, MINUSTAH, MINUS, MINUL, ONUB et UNFICYP)
Directives et programme de formation à la préparation au déploiement à l'intention des pays qui fournissent du personnel de police	Oui	Consultations élargies au niveau opérationnel au sein du Département des opérations de maintien de la paix et avec les représentants des États Membres, les organismes et les programmes des Nations Unies et les missions de maintien de la paix Une formation à la préparation au déploiement a été dispensée à 23 pays fournissant du personnel de police
Établissement à l'intention des États Membres de normes et de directives concernant la formation des membres des unités de police constituées	Oui	
Recrutement de 4 600 agents de police et de 120 membres du personnel pénitentiaire et gestion administrative de la relève, du rapatriement et des prolongements de contrat de ces personnes	3 213 2 775 73	Nombre d'agents de police Nombre de membres d'unités de police constituée Nombre de membres du personnel pénitentiaire Recrutement de 5 spécialistes en vue d'aider la MINUSTAH à mettre au point le plan de réforme et de restructuration de la police nationale haïtienne Fourniture d'une assistance technique ayant pris les formes suivantes : établissement d'avis de vacance de

		poste, envoi de notes verbales aux missions permanentes, sélection des candidatures et organisation d'entretiens, dans le cadre de la constitution des équipes chargées d'enquêter sur les actes présumés d'exploitation sexuelle commis par des membres de la MONUC Fourniture d'une assistance technique ayant pris les formes suivantes : établissement d'avis de vacance de poste, envoi de notes verbales aux missions permanentes et sélection des candidatures, dans le cadre de la constitution de la commission d'enquête sur l'attentat ayant coûté la vie à Rafik Hariri, dirigée par le Département des affaires politiques
Manuel d'initiation à l'intention du personnel pénitentiaire	Non	En raison de la multiplication des opérations de maintien de la paix, cette activité a dû être remise à plus tard, le seul spécialiste des questions pénitentiaires au sein du Département des opérations de maintien de la paix ayant été affecté à d'autres tâches. L'ébauche finale du manuel, disponible en février 2006, sera suivie de la version définitive éditée en mai 2006 au plus tard
Élaboration de 20 définitions d'emploi concernant le personnel judiciaire et pénitentiaire	20	Nombre de définitions d'emploi rédigées (5 pour le personnel pénitentiaire et 15 pour le personnel judiciaire)
Création d'une base de données portant sur 100 spécialistes des questions judiciaires ou pénitentiaires	Non	En raison de la multiplication des opérations de maintien de la paix, cette activité a dû être remise à plus tard, le personnel compétent ayant été affecté à d'autres tâches. La liste de spécialistes qualifiés des questions judiciaires ou pénitentiaires sera établie en tant que partie intégrante du nouveau fichier exploité par le Service de la gestion du personnel et non en tant que support distinct ou concurrent, cette intégration présentant un avantage d'efficacité. La base de données, qui regroupera au début de 2006 des données sur

		100 spécialistes des questions judiciaires ou pénitentiaires, sera régulièrement complétée par la suite
Organisation de programmes de formation sur le code de conduite et la discipline à l'intention des agents de police et du personnel pénitentiaire de la MINUL, de la MINUK et de la MINUSIL	Oui	
Organisation de missions opérationnelles d'officiers traitants auprès de la MINUL, de la MINUK, de la MANUTO, de la MONUC, de la MONUG et de l'UNFICYP, afin de conseiller ces missions sur l'exécution de leur mandat et d'examiner les pratiques exemplaires en vigueur	16	Nombre de missions organisées auprès de la composante de police des missions ou opérations suivantes : MINUL, MANUTO (2), MINUK (2), MONUG, UNFICYP, MONUC (2), ONUB (2), MINUSTAH (3) et ONUCI (2). Établissement par l'Inspecteur général de rapports d'évaluation sur l'ONUCI, la MINUS et la MINUSTAH
Organisation d'ateliers sur les pratiques exemplaires en matière de sélection de policiers locaux dans les opérations de maintien de la paix, ainsi que de déploiement et de recrutement d'agents de la police civile	Non	En raison de la multiplication des opérations de maintien de la paix, il a fallu redéfinir les priorités quant à l'utilisation des ressources et allouer celles-ci à d'autres activités. Les ateliers devraient néanmoins s'achever en janvier 2006
Recours au modèle de l'ONU pour la police de proximité	Oui	Les 13 composantes de police ont bénéficié du modèle, du programme de formation et du mécanisme d'application
Élaboration à l'intention du personnel de police des opérations de maintien de la paix de modules de formation au règlement des conflits que ce personnel suivra lors de l'initiation aux missions	Oui	Des modules de formation ont été élaborés et proposés à la MINUK, à la MINUL, à la MONUG, à la MINUSTAH, à l'ONUCI, à l'UNFICYP, à la MONUC, à la MINUS, à la MANUTO, à la MANUA, à la MINUSIL, à la MINURSO et à l'ONUB

f) Service de la lutte antimines

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront planifiées, déployées et lancées plus rapidement		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Mise à jour du plan d'intervention antimines	Oui	Le Cadre révisé de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide a été approuvé par les membres du Groupe interinstitutions de coordination de la lutte antimines, présidé par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix
Mise en place de dispositifs de réserve en vue de fournir des moyens de lutte antimines	Oui	Un mémorandum d'accord portant sur la mise en œuvre du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide lie le Service de la lutte antimines à l'UNOPS. D'après une évaluation indépendante du plan d'intervention antimines réalisée après que celui-ci a été mis en œuvre en Iraq en 2003, il est préférable, en situation d'urgence, de lancer les appels d'offres par l'intermédiaire de l'UNOPS. Cela permet d'adapter la demande aux besoins et de ne pas recourir à des accords rigides dans lesquels les capacités à fournir sont définitivement fixées Un accord lie l'UNOPS à l'Agence suédoise des services de secours, en vertu duquel ces organismes s'engagent à fournir un appui à une équipe de coordination en matière de logistique et de transmissions
Recherche et affectation de fonds censés permettre la mise en œuvre du plan d'intervention antimines	Oui	Un montant total de 1 366 millions de dollars a été dégagé et affecté au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines en vue du déploiement d'équipes d'enquêteurs et de coordonnateurs et de la mobilisation des moyens opérationnels

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Mise à jour annuelle des propositions de projets à exécuter aux niveaux local et national et au niveau de l'organisation à la MINUEE, à la MONUC, à l'UNFICYP et à la FINUL	Oui	Objectif atteint dans toutes les missions
Établissement des rapports d'évaluation du programme de lutte antimines de la FINUL	Non	L'évaluation qui a été faite a porté sur le programme de lutte antimines de la MINUEE et non sur celui de la FINUL
Élaboration de plans de pays en vue du transfert progressif des programmes de lutte antimines de la FINUL et de la MINUEE aux autorités nationales	Non	La situation dans ces missions n'est pas propice à la planification détaillée de la transition
Production de documentation et coordination des séances d'information sur la sécurité en matière de mines terrestres dans les zones de mission	Oui	Élaboration et diffusion de nouveaux supports de formation sur la sécurité en matière de mines terrestres : mise à jour du dépliant sur le Kosovo; création à l'intention des formateurs d'un CD-ROM en 4 langues offrant divers supports de formation, notamment des présentations au format PowerPoint; création d'affiches de sensibilisation en 7 langues. Fourniture de documentation à la MONUC, à l'ONUB, à la FINUL, à la MINUEE, à la MINUS et à la MINURSO Organisation pour la MONUC d'ateliers de formation des formateurs (4 et 5 octobre 2004)

B. Cabinet du Secrétaire général

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Formulation d'observations et de conseils à l'intention de missions ou du Département des opérations de maintien de la paix sur la base des rapports présentés par le Secrétaire général	Oui	468 lettres, 96 rapports et 752 notes ont notamment été rédigés à l'intention du Département des opérations de maintien de la paix et des missions

C. Bureau de l'Ombudsman de l'ONU

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Règlement de 120 affaires	Oui	Pendant la période considérée, 133 membres du personnel ont sollicité l'aide du Bureau
Fourniture de conseils et d'un soutien au personnel civil des missions en ce qui concerne la prévention des différends	Oui	Un lien vers le site Web de l'Ombudsman a été mis en place dans toutes les missions, qui peuvent désormais accéder au formulaire de correspondance permettant de soumettre des plaintes et de recevoir des conseils sur le règlement des différends Des éléments d'information sur le rôle du Bureau de l'Ombudsman dans la prévention et le règlement des différends ont été réunis en vue de leur insertion dans la documentation remise aux nouvelles recrues des missions de maintien de la paix lors de leur initiation Une vidéo intitulée « Rencontrez l'Ombudsman! », qui explique le rôle de celui-ci dans le règlement des différends, a été produite et envoyée aux missions afin d'être incorporée au programme d'orientation des nouvelles recrues des missions

D. Bureau des services de contrôle interne

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Présentation à l'Assemblée générale de 2 rapports d'inspection	1	Nombre de rapports sur l'examen de la capacité opérationnelle des observateurs militaires des Nations Unies présentés. Produit inférieur aux

		prévisions en raison du supplément de ressources nécessaire à la réalisation d'audits horizontaux de questions transversales (audit de la gestion de la sécurité sur le terrain et audit de la discipline dans les opérations de maintien de la paix)
Présentation à l'Assemblée générale de 3 rapports en sus des autres rapports que l'Assemblée pourrait demander d'établir	1	Nombre de rapports sur l'examen de la capacité opérationnelle des observateurs militaires des Nations Unies présentés
Réalisation de 70 enquêtes	67	Produit inférieur aux prévisions en raison de la nécessité de financer les enquêtes, non prévues, sur les affaires d'exploitation et de violence sexuelles impliquant des membres de la MONUC
Publication de 40 rapports d'enquête	67	Produit supérieur aux prévisions en raison de la publication de rapports d'enquête sur les affaires d'exploitation et de violence sexuelles
Transmission de 20 dossiers aux directeurs de programme compétents pour avis et suite à donner avant l'ouverture d'une enquête par le Bureau des services de contrôle interne	55	Produit supérieur aux prévisions en raison de l'amélioration de la gestion des transmissions de dossier au sein de la Division des investigations
Suite donnée à 20 demandes d'avis et de services	86	Produit supérieur aux prévisions en raison de l'amélioration de la gestion des transmissions de dossier au sein de la Division des investigations
Publication de 10 rapports d'audit par les auditeurs du Siège de l'ONU	8	Produit inférieur aux prévisions compte tenu que 4 rapports sur 8, généralement publiés à l'intention des chefs de département, ont été présentés à l'Assemblée générale; les travaux de certains auditeurs résidents ont été planifiés en détail au Siège, ce qui a nécessité la participation des auditeurs du Siège
Établissement de 42 rapports d'audit par les auditeurs résidents affectés aux missions de maintien de la paix	60	Produit supérieur aux prévisions compte tenu que les travaux de certains auditeurs résidents ont été planifiés en détail au Siège, ce qui a permis aux auditeurs résidents de consacrer plus de temps aux audits ou aux rapports

Réalisation par les auditeurs résidents affectés aux missions de maintien de la paix de 6 évaluations des risques	6	Nombre d'évaluations des risques réalisées (MONUC, MINUSIL, MINUEE, MINUK, MINUL et MANUTO)
Réalisation de 2 audits horizontaux de questions systémiques et transversales	2	Nombre d'audits réalisés (gestion de la sécurité sur le terrain et gestion des marchés portant sur l'achat de rations)
Participation de 20 auditeurs résidents à des sessions de perfectionnement professionnel ainsi qu'à une réunion annuelle d'auditeurs résidents	20	Nombre d'auditeurs résidents ayant participé aux sessions de perfectionnement organisées à la Base de soutien logistique des Nations Unies; une réunion annuelle s'est également tenue à New York

E. Bureau des affaires juridiques

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix sont menées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et rigoureuse		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Avis et conseils juridiques fournis en fonction des besoins à l'ensemble des missions de maintien de la paix, concernant :		
Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions administratives et les règles et règlements (au nombre de 50)	239	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les accords institutionnels et opérationnels prévus au titre des missions de maintien de la paix (par exemple, l'Accord sur le statut des forces, l'Accord sur le statut de la mission et autres accords analogues et questions d'ordre général liées au droit international public et aux règles d'engagement) (au nombre de 100)	189	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les aspects commerciaux des missions de maintien de la paix (au nombre de 195)	543	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les litiges (au nombre de 25) survenant dans le cadre de missions de maintien de la paix, y compris l'arbitrage ou le	37	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix

règlement de contentieux et la représentation devant le Tribunal administratif de l'ONU dans le cadre d'affaires sur lesquelles il doit statuer		
Les questions financières (au nombre de 15) liées aux missions de maintien de la paix	37	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les questions (au nombre de 50) relatives au maintien des privilèges et immunités des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix	82	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les questions relatives au personnel et au Statut et Règlement du personnel (au nombre de 75)	157	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix
Les aspects juridiques de la sécurité dans le cadre des missions (au nombre de 20)	37	Nombre plus élevé que prévu en raison de l'intensification des activités de maintien de la paix

F. Département de l'information

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront plus rapidement planifiées, déployées et lancées		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Évaluation avant les missions des besoins en matière d'information et des moyens existant sur place, et appui aux équipes de déploiement rapide chargées de l'information des nouvelles missions de maintien de la paix	Oui	Appui fourni aux nouvelles missions (ONUCI, ONUB, MINUSTAH et MINUS), dont des directives concernant la formulation de stratégies d'information, la préparation des budgets, l'identification du personnel et le recrutement Aucune évaluation avant les missions n'a été requise

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix sont menées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et rigoureuse		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Fourniture depuis le Siège et sur place d'une orientation et d'un appui stratégiques à 5 opérations complexes	Oui	En outre, orientation fournie à la MINUSIL et à la MANUTO, et à 4 autres opérations complexes de

de maintien de la paix (MONUC, MINUEE, MINUL, MINUK et MONUG) pour la conception et la mise en œuvre de stratégies d'information fondées sur les grandes priorités du maintien de la paix		maintien de la paix (MINUSTAH, ONUB, MINUS et ONUCI) Visites à la MINUSTAH, la MINUK, la MINUL, l'ONUCI et la MONUG pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action concernant l'information
Conseils sur les activités de communication stratégique à 4 opérations de maintien de la paix (MINURSO, FNUOD, UNFICYP et FINUL)	Oui	Aucun conseil à fournir à la FNUOD étant donné que la mission n'est dotée ni d'une antenne civile du service de l'information ni d'un programme actif d'information
Administration de 7 pages Web pour les 11 missions de maintien de la paix des Nations Unies en cours	Oui	Pour 14 missions de maintien de la paix (7 pages Web environ par mission), sur la page Web du Siège consacré aux opérations de maintien de la paix (MINURSO, MINUSTAH, MONUC, ONUB, MINUSIL, FNUOD, UNFICYP, FINUL, MINUEE, MINUL, MINUS, MANUTO, ONUCI et MONUG) En outre, appui technique fourni pour l'établissement et l'affichage de documents d'information pour 10 missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MONUC, ONUB, MINUSIL, MINUEE, MINUL, MINUS, MANUTO, ONUCI et MONUG) Gestion, création ou développement d'autres parties de la page Web administrée par le Département de l'information et des sites Web du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU
Organisation d'un cours de formation spécialisée d'une semaine à l'intention des équipes de déploiement rapide chargées de l'information	Oui	Un stage de formation concernant le déploiement rapide a été organisé à l'intention de 26 responsables de l'information affectés à des missions de maintien de la paix
Actualisation des instructions permanentes pour les composantes ayant trait à l'information	Oui	

G. Département de la gestion

1. Cadre axé sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Décisions rendues au nom du Secrétaire général sur les recommandations faites par la Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline et suivi de l'application des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies en ce qui concerne le personnel des missions de maintien de la paix (au nombre de 29)	31	Décisions rendues au nom du Secrétaire général sur les recommandations faites par la Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline et l'application des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies en ce qui concerne le personnel des missions a été suivie
Application des décisions du Secrétaire général sur les recours et les affaires disciplinaires en ce qui concerne le personnel des missions de maintien de la paix (au nombre de 29)	31	Décisions du Secrétaire général sur les recours et les affaires disciplinaires en ce qui concerne le personnel des missions de maintien de la paix ont été appliquées
Mise à jour de la base de données contenant une sélection des affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies	Oui	51 arrêts du Tribunal ont été ajoutés à la base de données contenant une sélection des affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents ou des éléments de police seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Service des contributions		
Rapports et avis spéciaux adressés à l'Assemblée générale au sujet des opérations de maintien de la paix	Oui	Des informations sur l'état des contributions aux opérations de maintien de la paix ont été fournies au Comité consultatif pour les questions

		administratives et budgétaires et à la Cinquième Commission
Rapport mensuel détaillé sur l'état des contributions	12	
Résumé mensuel non officiel du rapport sur les quotes-parts non acquittées	12	
Récapitulatif bimensuel non officiel de l'état des contributions des États Membres	24	
Division du financement des opérations de maintien de la paix		
20 rapports sur l'exécution du budget et les prévisions budgétaires des 10 missions en cours	37	Rapports établis pour 15 missions en cours
1 rapport sur la situation financière actualisée pour 16 missions dont le mandat est terminé	1	
4 rapports sur l'exécution finale du budget et sur la liquidation des avoirs des 2 missions liquidées (MINUBH, MONUIK)	2	Le rapport sur l'exécution finale du budget de la MONUIK a été reporté à la soixantième session en raison de la nécessité de mener des consultations de fond et techniques supplémentaires
8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix, dont le compte d'appui et la Base de soutien logistique des Nations Unies	13	Dont 2 états présentés par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale concernant les incidences sur le budget-programme des projets de résolutions A/C.4/59/L.20 et A/C.5/59/L.53

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Trésorerie		
Rapports sur les placements et la gestion de la trésorerie des missions de maintien de la paix (environ 250 rapports quotidiens, 12 rapports mensuels et 2 rapports semestriels)	Oui	

1 400 virements électroniques, 280 achats de devises et 2 000 dénouements d'opérations de placement réalisés chaque année pour le compte des missions de maintien de la paix. Rapprochement quotidien des soldes de trésorerie et des placements. Établissement de rapports comptables mensuels et semestriels sur les placements	2 819 454 1 511	Virements électroniques, d'une valeur totale de 8,8 milliards de dollars Achats de devises, d'une valeur totale de 748 millions de dollars Dénouements d'opérations de placement
Paiement des sommes dues aux missions de maintien de la paix, à leur personnel international, aux pays qui fournissent des contingents, aux États Membres et aux autres créanciers	70 000	Versements d'une valeur totale de 2,5 milliards de dollars, hormis les transferts d'espèces internes
Installation et mise à l'essai du système SWIFT, un logiciel de gestion des décaissements et de la trésorerie adopté par le Siège pour compléter les fonctionnalités offertes par le logiciel de la Overseas Private Investment Corporation	Oui	
Installation et mise à l'essai du plan de reprise après sinistre des opérations de trésorerie	Oui	Le plan a été installé dans le DC-1 mais a échoué pendant une coupure de courant majeure
Mise en service d'un système de paiement dans deux nouvelles missions (MINUEE et MINUL)	2	Le système de paiement a été mis en service à la MINUEE et à la MONUG; sa mise en service à la MINUL est prévue pour fin 2005
Évaluation des fonctions de gestion de la trésorerie dans plusieurs missions (MINUEE, MINUL, FNUOD et MINURSO) et apport d'un appui à leur personnel, notamment sous forme de conseils concernant la politique, les procédures et les pratiques optimales applicables en la matière	Oui	Pour les missions suivantes : MINUEE, FNUOD, MINUL, ONUCI et MONUC; la MINURSO a bénéficié de cet appui en 2003-2004
Révision des instructions sur la gestion du numéraire, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	Oui	La publication des directives du Département de la sûreté et de la sécurité (anciennement Bureau du Coordonnateur des Nations unies pour les questions de sécurité) est prévue pour octobre 2005

Formation des chefs des services financiers des missions à la politique et aux procédures de gestion de la trésorerie	Non	La formation devait avoir lieu au cours des six derniers mois de 2005
Service des contributions		
Avis de mise en recouvrement de contributions ou avis de crédit relatifs aux opérations de maintien de la paix (au nombre de 55)	61	
Documents concernant les contributions mises en recouvrement au titre des opérations de maintien de la paix (au nombre de 10)	16	L'établissement de ces documents a permis d'éliminer l'arriéré
Récapitulatif annuel adressé aux États Membres ayant des arriérés de contributions	2	Un récapitulatif a été adressé aux États Membres fin 2004 et un rappel spécial leur a été adressé en mai 2005
Reçus pour les contributions versées par les États Membres au titre des opérations de maintien de la paix (2 200)	2 515	
Notification annuelle aux États Membres qui risquent de tomber sous le coup de l'Article 19 de la Charte	1	
Division du financement des opérations de maintien de la paix		
Avis de paiement adressés aux pays qui fournissent des contingents ou des unités de police constituées	Oui	
Émission régulière des autorisations de financement relatives aux missions et aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix	Oui	
Émission des autorisations relatives aux tableaux d'effectifs des missions	Oui	
Rapports financiers sur les fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix établis à l'intention des États Membres	Oui	
Actualisation de la méthode autorisant une gestion budgétaire autonome	Non	L'actualisation prévue n'a pas eu lieu en raison de la multiplication des opérations de maintien de la paix

Directives sur l'établissement et l'exécution du budget données aux missions sur place et à partir du Siège	Oui	
Formation de 235 responsables de centre de coûts des missions à l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds – phases I et II (mise à niveau) – et de 190 membres du personnel des missions à l'utilisation du système automatisé de collecte de données, aux fins de la collecte automatique de données et du suivi du processus budgétaire axé sur les résultats	121	En raison de priorités de travail concurrentes, la formation à l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds, qui avait été prévue pour le personnel de la FNUOD, de l'UNFICYP, de la FINUL, de la MINUEE et de la MINUS, a été annulée. Au total, 3 membres du personnel de l'ONUB ont reçu une formation pendant la visite de la mission du 1er au 5 novembre 2004. La formation prévue aux fins de la collecte automatique de données a été annulée car le système automatisé de collecte de données fait maintenant partie du système informatisé de budgétisation employé par la Division
Division de la comptabilité		
3 états financiers consolidés et 38 états financiers individuels accompagnés de 18 tableaux, résultant du traitement de quelque 275 000 opérations comptables et de la consolidation, après examen et analyse, des comptes tenus hors Siège	3 40 18	États financiers consolidés États financiers individuels Tableaux États financiers et tableaux sont le résultat du traitement de 351 253 opérations comptables Nombre plus élevé que prévu en raison du lancement de nouvelles missions
10 à 15 états financiers provisoires spéciaux pour des missions liquidées	Non	Devenus inutiles du fait que ce sont les rapports consacrés aux états financiers clos qui sont utilisés
Directives générales données aux opérations de maintien de la paix en ce qui concerne le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions comptables et les assurances	Oui	Dont, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, la révision partielle du guide de procédures financières applicables aux missions; questions d'affiliation à un système d'assurance médicale et évaluation des possibilités offertes aux travailleurs journaliers dans les missions de maintien de la paix; délégation de pouvoir aux responsables administratifs/directives mises à jour/élaborées sur les questions de comptabilité

Conseils et instructions concernant la comptabilité et les assurances donnés aux missions et au Département des opérations de maintien de la paix	Oui	Directives et procédures concernant l'enregistrement dans le SIG des opérations relatives aux stocks stratégiques pour déploiement rapide Examen et contrôle des comptes des missions afin de veiller à l'interprétation et à l'application cohérentes des règles comptables; évaluation des conclusions issues des audits afin de formuler des orientations concernant les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations Conseils relatifs à l'examen des engagements et des biens durables, notamment en ce qui concerne les rapports qui sont exigés Conseils concernant les dispositions relatives aux assurances et aux demandes d'indemnisation dans les contrats de services conclus avec des fournisseurs
Approbation de quelque 15 000 décaissements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	18 279	Nombre plus élevé que prévu dû à l'augmentation du nombre de missions
Négociation de 7 contrats d'assurance couvrant les opérations de maintien de la paix	10	Dont 1 police d'assurance contre les actes de violence et 2 polices d'assurance couvrant les biens du Département des opérations de maintien de la paix au Siège
Négociation de contrats d'assurance maladie et d'assurance-vie pour 8 954 membres du personnel des opérations de maintien de la paix	4 340	Pour le personnel recruté sur le plan international, soit 9 678 personnes couvertes, personnes à charge comprises. Les contrats d'assurance du personnel recruté sur le plan local sont gérés localement au titre de la police d'assurance médicale de l'ONU. Nombre plus élevé que prévu en raison du lancement de nouvelles missions
Traitement de toutes les demandes d'indemnisation présentées aux compagnies d'assurance et au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès	75 40	Nouvelles demandes examinées Demandes d'indemnisation traitées/réglées conformément au contrat-cadre d'assurance responsabilité civile pour les opérations aériennes, à l'assurance contre les actes

		de violence et la police mondiale d'assurance automobile
Amélioration du traitement des opérations comptables, des dossiers d'assurance et des décaissements grâce à des initiatives telles que la normalisation des procédures relatives aux stocks stratégiques pour déploiement rapide et l'automatisation du traitement des demandes de remboursement de frais de voyage	Oui	Les procédures relatives aux stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été approuvées par le Contrôleur en août 2004 Les procédures concernant les demandes d'indemnisation présentées au titre de l'assurance contre les actes de violence ont été normalisées et améliorées Tenue de réunions avec le Département des opérations de maintien de la paix et les compagnies d'assurance en vue de l'utilisation d'un site Web pour les assurances afin de décentraliser les déclarations et les remboursements au titre de l'assurance couvrant les cargaisons transportées par mer Un portail Internet a été mis au point pour permettre aux membres du personnel de présenter leurs demandes de remboursement au titre des frais de voyage

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Division des services opérationnels		
Examen de demandes de reclassement	150	Demandes examinées
Publication d'avis de vacance de poste	82	Y compris 18 avis de vacance de postes destinés au personnel militaire et de police civile communiqués aux États Membres par note verbale
Présélection de candidats pour pourvoir les postes vacants au Département des opérations de maintien de la paix au Siège	1 150	Candidatures (présentées sur papier) à des postes destinés au personnel militaire et de police civile présélectionnées; données concernant 117 candidats introduites dans le système Galaxy pour un examen plus

		poussé par les administrateurs de programme
	20 000	Candidatures (présentées sur Galaxy et sur papier) à des postes destinés au personnel militaire et de police civile présélectionnées
Recrutement et prolongation du contrat du personnel de tout genre au Département des opérations de maintien de la paix au Siège	86 134 625 129	Engagements initiaux Réengagements Prolongations de contrat Cessations de service
Sélection du chef de l'administration et de l'administrateur en chef du personnel civil des missions	45	
Mise au point et application du système de contrôle de l'exercice des pouvoirs délégués en matière de gestion du personnel, y compris des visites sur les sites de 11 missions	1	Visite à la MINUSTAH; cadre de référence applicable aux futures missions de contrôle examiné et redéfini; visites prévus sur le site de la MINUS, de l'ONUB et de la MINUSTAH pendant l'exercice 2005/06 Peu de visites sur les sites du fait des départs du personnel dans l'unité administrative compétente
Services de conseil et appui au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines sur le terrain et à l'application des textes réglementaires connexes	Oui	Conseils fournis quotidiennement (7 demandes par jour en moyenne) Appui au personnel du Département des opérations de maintien de la paix (537 sur des postes du compte d'appui) Appui au personnel des missions dans les domaines ne relevant pas du Service de la gestion du personnel et de l'appui du Département des opérations de maintien de la paix, notamment la promotion du personnel des missions, les départs négociés, l'incapacité, l'organisation des carrières et la mobilité
Division de la valorisation des ressources humaines		
Traitement de demandes de révision de décisions administratives, d'affaires disciplinaires et de recours concernant le personnel civil des missions (45 à 50	35	Demandes de révision de décisions administratives traitées, y compris l'élaboration de lettres de révision dans certains cas

affaires présentées officiellement et conseils en continu)	1	Défendeur représenté à une procédure aux fins de suspension de l'effet de la décision contestée
	4	Réponses au défendeur à l'intention de la Commission paritaire de recours élaborées et soumises
	26	Affaires disciplinaires revues et sur lesquelles des conseils ont été fournis, y compris en représentant l'administration devant le Comité paritaire de discipline
Services de conseil et analyse des enseignements tirés de l'expérience en matière d'administration de la justice, à l'intention des missions	Oui	Consultations continues avec le Département des opérations de maintien de la paix et les missions de maintien de la paix concernant les recours, les questions disciplinaires et d'autres questions liées aux ressources humaines, et contribution à l'élaboration des directives pour l'application de la politique en matière d'exploitation sexuelle et de sévices sexuels
Services de conseil et appui au Département des opérations de maintien de la paix sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines des missions et à l'application des textes réglementaires connexes	Oui	Élaboration de recommandations visant à harmoniser les arrangements contractuels et les conditions d'emploi du personnel sur le terrain. Sept profils d'emploi type pour le Service mobile mis au point et publiés
Examen/actualisation des principes régissant l'octroi des indemnités pour tous les membres du personnel civil des missions	Oui	Mise à jour des directives à suivre pour promouvoir le personnel des missions et pour déterminer la classe et l'échelon voulus au moment du recrutement dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur
Enquêtes générales sur les conditions d'emploi (3) et publication des barèmes des traitements (80) du personnel local des missions de maintien de la paix	3	3 enquêtes (MINUEE, MANUTO et MINUK)
	18	Barèmes des traitements du personnel recrutés au titre de la série 100
	8	Barèmes des traitements pour les engagements de durée limitée
	64	Barèmes actualisés
Révision des taux et de l'indemnité de subsistance (missions) et des politiques en la matière pour huit missions de maintien de la paix	7	FNUOD, FINUL, MINUSTAH, MANUTO, MINUL, MONUG, MINUSIL

Conseils donnés aux fonctionnaires du Siège sur la préparation avant le départ en mission, y compris la participation à un stage de préparation aux missions (12 séances), et comptes rendus recueillis après le retour	Oui	Séances d'information organisées à l'intention des fonctionnaires qui partent en mission ou qui en reviennent. Un nouveau conseiller du personnel (P-3) a pris fonction en avril 2005. Des ateliers de préparation aux missions sont mis au point.
Directives et conseils aux bureaux hors Siège sur la mise en place de services de préparation aux missions à l'intention des membres de leur personnel qui sont sélectionnés pour des missions	Non	Les directives pour l'exécution de programmes de préparation aux missions à l'intention des bureaux hors Siège sont en cours d'élaboration. Un nouveau conseiller du personnel (P-3) a pris fonctions en avril 2005.
Services d'assistance aux familles des fonctionnaires du Siège qui sont en mission (environ 200 interventions)	Non	La définition des éléments du programme d'appui aux familles est en cours. Un nouveau conseiller du personnel (P-3) a pris fonctions en avril 2005.
Révision et diffusion de documents sur la préparation aux missions (cinq missions)	Oui	Les manuels de préparation aux missions sont imprimés et au total 5 000 exemplaires ont été envoyés au Département des opérations de maintien de la paix pour être distribués aux missions
Élaboration et exécution échelonnée du programme de préparation au départ en mission (composantes : avant le déploiement, à l'arrivée, organisation de la carrière et après le déploiement) dans cinq missions sur le terrain	Non	Exécution reportée à 2005/06. Des discussions ont eu lieu avec le Département des opérations de maintien de la paix concernant le recours à des conseillers du personnel des missions du Département de concert avec le conseiller du personnel au Siège.
Personnalisation et exécution de programmes de formation au suivi du comportement professionnel, au PAS électronique et au perfectionnement des compétences et de programmes complémentaires dans six missions	6	FINUL, MINUSIL, MINUEE, MONUC, MINURSO, MINUK
Élaboration et exécution d'un programme pilote de planification du travail dans deux missions clefs	Non	Il a été décidé de reporter cette activité, étant donné que le Département des opérations de maintien de la paix n'avait pas encore mené à terme le processus de planification intégrée des missions. Cet élément est une condition préalable de la planification des activités.

Exécution de programmes personnalisés de renforcement des compétences en matière d'encadrement à l'intention des agents des services généraux et du personnel de la catégorie des administrateurs dans cinq missions sur le terrain	7	FINUL, MINUSIL, MINUEE, MONUC, FNUOD/ONUST/Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, MINURSO et MINUK
Division des services médicaux		
Actualisation des directives sanitaires relatives à la protection des fonctionnaires contre les dangers qui menacent la santé, y compris les menaces biologiques, chimiques et nucléaires, pour l'ensemble du personnel des missions, y compris les composantes civiles et militaires, et maintien de la capacité de faire face à ces éventualités	Oui	Directives sanitaires, normes médicales et directives et procédures propres aux missions élaborées à l'intention des nouvelles missions, notamment l'ONUCI, l'ONUB, la MINUSTAH et la MINUS Actualisation de la politique (consultation et dépistage confidentiels) et des directives en matière de traitement du VIH/sida
Réévaluation des installations médicales sur les sites de cinq missions (MINUL, MINUSIL, MONUC)	2	À la MINUL, tous les hôpitaux des pays fournisseurs de contingents, les unités médicales appartenant à l'Organisation des Nations Unies et les installations médicales locales ont été évalués; à la MONUC, tous les hôpitaux des pays fournisseurs de contingents, les unités médicales appartenant à l'Organisation des Nations Unies et les installations médicales locales ont été évalués; s'agissant de la MINUSIL, l'un des centres régionaux d'évacuation sanitaire qu'elle pourrait utiliser a été évalué.
Évaluation de cinq centres régionaux d'évacuation sanitaire reliés à des missions de maintien de la paix (Nairobi, Johannesburg, Le Caire, Dubaï)	1	Visite à Accra pour évaluer la possibilité de l'utiliser comme centre régional d'évacuation sanitaire pour la MINUL et la MINUSIL. Nairobi a été évalué en juin 2004 et des visites d'évaluation sont prévues à Johannesburg, au Caire et à Dubaï en 2005/06.
Adaptation des directives et des procédures sanitaires spécifiques à usage interne et externe établies pour tous les médecins des organismes des Nations Unies et ceux des pays qui fournissent des contingents, dans 11 missions	Oui	Actualisation des directives en matière de vaccination et de protection personnelle pour 16 missions de maintien de la paix

Appui technique continu à 10 services médicaux destinés au personnel civil des Nations Unies dans des zones de mission	33	Services médicaux. Nombre plus élevé que prévu en raison de l'augmentation du nombre d'unités médicales destinées au personnel civil dans les grandes missions
Mise à jour du fichier des médecins prêts à partir en mission	Oui	Examen des curriculum vitæ de 277 médecins candidats, dont 67 ont été approuvés; examen des curriculum vitæ de 207 médecins prêts à partir en mission en qualité de Volontaires des Nations Unies, dont 97 approuvés
Examen médical de 400 candidats pour une affectation à une mission	475	Nombre plus élevé que prévu du fait des nouvelles missions
Préparation et consultation avant l'envoi en mission (1 500)	2 000	Nombre plus élevé que prévu du fait des nouvelles missions
Évaluation psychologique avant l'envoi en mission et au retour de mission (300)	450	Nombre plus élevé que prévu du fait des nouvelles missions
Gestion de la santé mentale, notamment diagnostic, thérapie, aiguillage vers des structures extérieures et suivi (600)	600	
Vaccination de 1 700 fonctionnaires pour une affectation à une mission	1 554	Vaccination administrée au Siège de l'ONU
Distribution de 1 500 trousses médicales à l'usage des missions	1 989	Nombre plus élevé que prévu du fait des nouvelles missions
Soins médicaux et consultations pour les fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix en poste au Siège et des membres du personnel des missions en visite	4 612	Consultations effectuées par les infirmières
Conseils au retour d'une mission sur les maladies contractées et les blessures subies au cours du service (20)	16	Cas
Analyse des résultats de 6 000 examens médicaux subis par des membres du personnel des missions, des observateurs militaires et des policiers civils pour déterminer l'aptitude en vue du recrutement, de l'affectation à une mission ou d'un voyage	8 752	Nombre plus élevé que prévu du fait des nouvelles missions
Certification des congés de maladie de 6 000 membres du personnel de mission et fonctionnaires du	5 216	Pour tous les fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, les observateurs

Département des opérations de maintien de la paix		militaires et le personnel de police civile
Services de conseil à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur les pensions d'invalidité à verser au personnel de mission (60)	79	Cas de pensions d'invalidité du personnel du Département des opérations de maintien de la paix présentés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
Services de conseil et assistance pour 500 évacuations/rapatriements sanitaires effectués par toutes les missions	819	Cas examinés pour le personnel des missions, les observateurs militaires, le personnel de police civile et les membres des contingents
Services de conseil à 300 membres du personnel civil, observateurs militaires et policiers civils sur les indemnisations demandées par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès	354	Cas présentés (54) au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès; le Comité consultatif s'est prononcé sur les décisions prises (354) concernant ces cas et d'autres affaires en cours.
Services de conseil sur les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité concernant 100 soldats, émanant de toutes les missions	50	Demandes d'indemnisation examinées
Exploitation de la base de données des services médicaux pour les programmes de promotion de la santé concernant 6 000 personnes affectées à des missions	Oui	

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents sont mieux à même de prendre des décisions en toute connaissance de cause au sujet des questions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Section des archives et des dossiers		
Recensement sur place de dossiers d'archives, à la MINUEE, à la MINUL et à l'ONUCI, en vue de leur transfert immédiat ou futur au Siège, où ils seront conservés et pourront être consultés par les services de l'Organisation et les États Membres	Non	Produit exécuté à la MINUL et à la MANUTO; dans le cas de la MANUTO, il s'agit d'un report de l'exercice 2003/04 4000 mégaoctets de dossiers sous forme numérique obtenus de la MONUIK

Communication de documents à l'Organisation et aux États Membres en réponse à des demandes d'accès aux archives du maintien de la paix (environ 1 037 demandes par an)	958	

Réalisation escomptée 2 : les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront plus rapidement planifiées, déployées et lancées		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Division des achats		
Tous les bons de commande ont été émis selon les conditions prévues dans les contrats-cadres existants ou ceux qui ont été conclus, dans les 14 jours suivant réception des demandes de reconstitution de stocks pour lesquelles des crédits étaient approuvés. La Division a assuré le suivi nécessaire auprès des fournisseurs de façon que le matériel et les services demandés à l'appui des stocks stratégiques pour le déploiement rapide soient livrés à temps.	Non	61 contrats-cadres conclus et 41 bons de commande émis dans un délai de 42,5 jours en moyenne

Réalisation escomptée 3 : les missions de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Section des archives et des dossiers		
Réalisation de programmes sur mesure de gestion des archives pour la MINUEE, la MINUL et l'ONUCI, y compris un manuel des politiques et procédures, une norme relative aux métadonnées d'archivage, des supports de formation, des règles relatives aux délais de conservation et un système de classement des dossiers	Non	Produit exécuté à la MINUL et à la MANUTO En outre, en application de la résolution 1599 (2005) du Conseil de sécurité, archivage total au Siège des dossiers du Groupe des infractions graves du Timor-Leste
Division de la gestion des installations		
Distribution du courrier reçu et des plis envoyés par la valise diplomatique	Oui	

Division de l'informatique		
Appui à 16 liaisons par satellite et à 400 canaux spécialisés connexes (voix et télécopie) pour garder la liaison 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 avec 11 missions	Oui	Appui à 29 liaisons par satellite et au raccordement avec 15 missions
Appui technique pour le raccordement à l'intranet et au SIG de 11 missions réparties dans 16 lieux différents	Oui	Raccordement à l'intranet de 15 missions en 17 lieux
Fonctionnement des dispositifs de chiffrement au Siège et dans les missions, et appui technique (54)	Oui	Fonctionnement d'un total de 228 dispositifs de chiffrement et appui à ceux-ci (120 pour la téléphonie et 108 pour la télécopie)
Service des voyages et des transports		
Négociations de tarifs spéciaux auprès de compagnies aériennes pour les déplacements des fonctionnaires du maintien de la paix (20 fonctionnaires ou moins)	26	Accords conclus avec des compagnies aériennes offrant des réductions bien au-delà des normes du secteur
Inspection de 5 000 autorisations de voyage	7 881	
Examen de 3 500 demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages	3 832	
Délivrance de 5 500 documents de voyage des Nations Unies et visas	8 089	
Traitement de 4 500 documents concernant le transport des biens et effets personnels	3 613	Expéditions d'effets personnels, y compris les demandes de règlement au titre de l'assurance
Réception et livraison de biens, de fournitures et de colis (7 000)	8 956	
Expédition à trois missions de maintien de la paix de fournitures de bureau commandées au Siège par l'intermédiaire du Département des opérations de maintien de la paix	Oui	Fournitures liées à 679 demandes livrées au Département des opérations de maintien de la paix
Division des achats		
Attribution de 510 marchés (y compris les marchés existants dont les conditions ont été revues), émission de 1 400 bons de commande et conclusion de 115 contrats-cadres (y compris les	472 2 475 170	Contrats Bons de commande Contrats-cadres. Nombre plus élevé que prévu en raison des nouvelles missions

contrats existants dont les conditions ont été revues) pour l'ensemble des missions		et de l'élargissement de missions existantes
Réalisation d'évaluations de la gestion des achats à la MINUL, à la MINUCI, à la MONUC, à la MINUEE, à la FINUL, à la MINUK, à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, à la MINURSO et à la Base de soutien logistique de Brindisi	4	Évaluations réalisées à la MINUL, à l'ONUCI et à la MINUS; visite d'appui technique à la Base de soutien logistique de Brindisi; le contrôle de la gestion des autres missions sera envisagé en 2006, la priorité étant donnée aux nouvelles missions et aux missions élargies.
Formation de 150 personnes aux achats dans le cadre de séances de formation à la MINUL, la MINUCI, la MONUC, la MINUEE, la Base de soutien logistique de Brindisi et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	170	Personnes formées à la MINUL, à l'ONUCI, à la MINUSTAH, à la MINUS et à l'ONUB; participation à des séances de formation organisées sur le plan local par la MINUEE. Priorité accordée aux nouvelles missions. Des fonctionnaires de la Base de soutien logistique de Brindisi et de la MONUC ont participé à la formation pendant la première moitié de 2004. La formation du personnel de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et de toutes ces missions sera envisagée dans le cadre du programme commun de formation aux achats qui sera exécuté en 2006.
Formation au Siège de 30 membres du personnel des missions et de la Division du soutien logistique	18	Les chefs du service des achats de 18 missions politiques spéciales et de maintien de la paix ont été formés pendant la conférence des chefs de service des achats
Prestation de conseils techniques concernant des questions complexes liées aux achats pour toutes les missions	Oui	Y compris pour le lancement de la MINUS
Simplification et amélioration des procédures d'achat et conception de nouveaux instruments pour ce faire, notamment de nouvelles règles pour la délégation des pouvoirs en matière d'achats, la définition de produits et services « essentiels » dont les achats seront entièrement délégués à l'échelon local et une procédure d'autorisation des achats locaux, en vue de faciliter l'application des procédures sur le terrain	Oui	Publication du document révisé sur la délégation des pouvoirs en matière d'achats

Examen et présentation au Comité du Siège pour les marchés de 70 dossiers envoyés par les missions concernant des achats effectués sur le plan local dans les 10 jours ouvrables suivant la date de réception	41	Dossiers présentés, sur un total de 178, au Comité du Siège pour les marchés dans les 10 jours ouvrables Nombre plus bas que prévu car il fallait obtenir auprès des missions concernées des précisions sur plusieurs dossiers
Installation et mise en service du système Mercury au Siège	Non	Il a fallu plus de temps pour examiner et mettre au point les modalités techniques en consultation avec toutes les parties prenantes. La mise en service devrait intervenir d'ici à la fin de 2006.
Mise en place d'une base de données commune des fournisseurs accessible par l'Internet à toutes les missions	Oui	Toutes les missions ont accès, par l'Internet, au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et peuvent ainsi recenser des fournisseurs potentiels enregistrés auprès du Service des achats et d'autres organismes des Nations Unies.

H. Département de la sûreté et de la sécurité

Réalisation escomptée 1 : le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les autres organes intergouvernementaux et les pays qui fournissent des contingents seront mieux à même de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Rapport à l'Assemblée générale sur l'exécution des recommandations figurant dans le rapport concernant l'évaluation des relations entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, présenté à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale en application de la résolution 56/255	Non	Rapport (A/59/332) présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session

Réalisation escomptée 3 : les opérations de maintien de la paix seront exécutées, gérées, dirigées et appuyées de façon plus efficace et plus rationnelle		
Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Visites annuelles d'évaluation de l'application des règles de sécurité par les missions de maintien de la paix (MINUEE, FNUOD, FINUL, UNMOGIP et UNFICYP)	4	Missions visitées (ONUB, MINUCI, MINUL et MONUC)
Transmission par cinq missions de maintien de la paix de rapports portant sur la conformité en matière de sécurité	5	Missions visitées (FNUOD, UNFICYP, FINUL, MINUEE et MONUG)
Atelier annuel de formation à la sécurité dans les missions de maintien de la paix, destiné aux chefs de la sécurité	1	Stage annuel de formation à la sécurité à l'intention de 27 chefs de service de sécurité
Formation à la sécurité destinée aux équipes chargées de la sécurité dans les missions (MINUSIL, MINUCI, MINUK, MINUL, MONUG et MONUC)	Oui	À l'intention de 20 fonctionnaires en moyenne dans chacune des missions (MINUSIL, MINUCI, MINUK, MINUL, MONUG et MONUC)
CD-ROM sur la sécurité destiné au personnel du Département des opérations de maintien de la paix	Oui	CD-ROM achevé et actuellement utilisé
150 agents de sécurité soumis à des contrôles préalables à l'engagement	457	Nombre plus élevé que prévu car il fallait recruter plus d'agents de sécurité
Contrôle préalable des équipes d'intervention d'urgence et mise en place d'arrangements relatifs aux forces en attente	2	Équipes d'intervention d'urgence contrôlées (Pakistan, Abidjan) 1 équipe en attente (MINUSTAH) mise en place
Élaboration d'instructions permanentes pour les groupes chargés de la gestion du stress dans les missions de maintien de la paix	Oui	Des instructions (3 séries) ont été élaborées pour l'abus de substances, la gestion des cas critiques de stress et le cadre stratégique du soutien psychosocial
Mise à disposition d'un soutien psychosocial pour les membres du personnel civil des missions de maintien de la paix	Oui	Soutien psychosocial fourni à 853 fonctionnaires
Formation de 200 agents de sécurité, supérieurs hiérarchiques, superviseurs et administrateurs en matière d'inspection de la sécurité personnelle,	277	Agents formés à la MONUC, à la MINUSIL, à la MANUTO, à la MINUSTAH, à la MINUK et à l'ONUCI

de relations interpersonnelles, de planification opérationnelle, d'évaluation des risques, de maniement des armes à feu, de protection des personnalités, de sensibilisation à la sécurité, de système de gestion des incidents, de maniement de la matraque, de continuité de la force et de fonctions de sécurité générale à la MONUG, à la MINUK, à la MANUTO, à la MINUL, à la MONUC, à la MINUEE et à la MINUSIL		
Réalisation d'inspections après la formation et d'évaluations du programme de formation des missions; examen et mise à jour des procédures en matière de sûreté et de sécurité; et actualisation des procédures en matière de sûreté et de sécurité à la MONUG, à la MINUK, à la MANUTO, à la MINUL, à la MONUC, à la MINUEE et à la MINUSIL	Non	Produit non exécuté en raison du grand nombre d'agents de sécurité recrutés à la Section de la sûreté et de la sécurité du Siège (200 agents), qui a mis à rude épreuve les ressources consacrées à la formation. Vu que la situation revient à la normale, le produit devrait être exécuté pendant l'exercice 2005/06.